



COMPLÉTER L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE EUROPÉENNE

Contribution de la Commission au programme des dirigeants

#FutureofEurope #EURoad2Sibiu

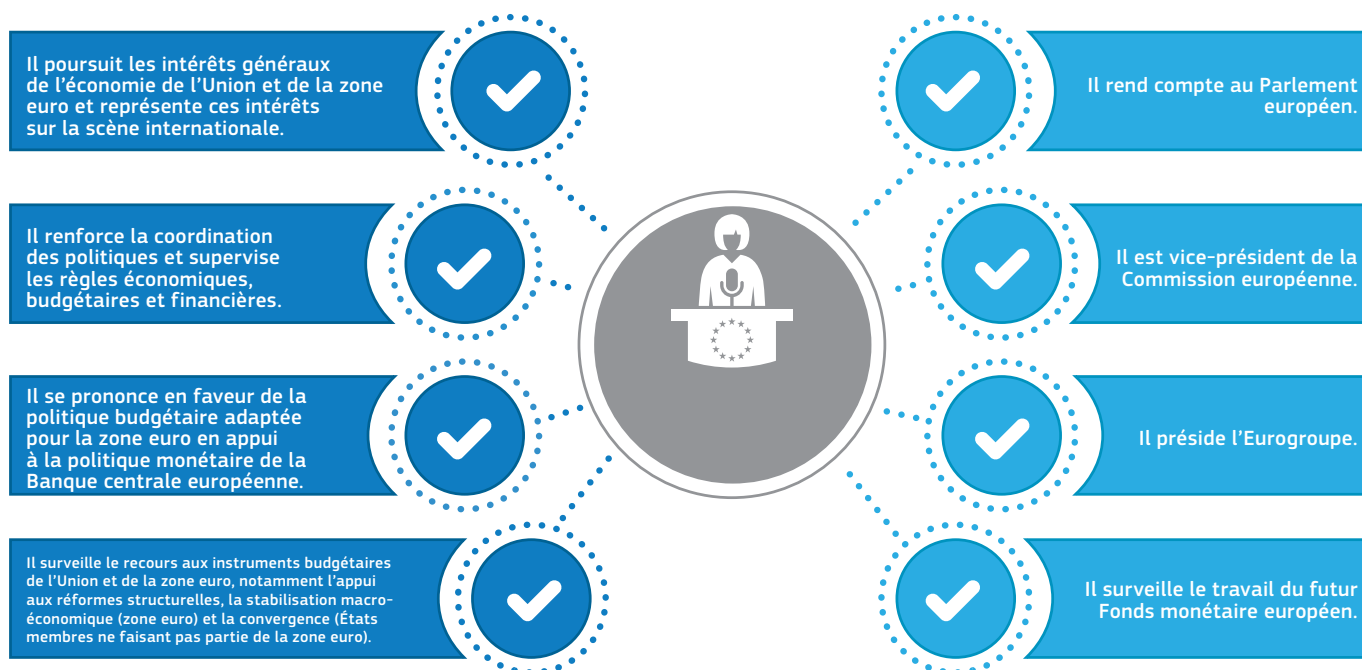
UN MINISTRE EUROPÉEN DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES



«Il nous faut un ministre européen de l'économie et des finances. Je ne plaide pas pour la création d'une nouvelle fonction. Pour des raisons d'efficacité, je plaide pour que cette tâche soit confiée au commissaire européen en charge de l'économie et des finances – idéalement vice-président de la Commission européenne – et président de l'Eurogroupe. Ce ministre européen de l'économie et des finances sera bien évidemment responsable devant ce Parlement européen.»

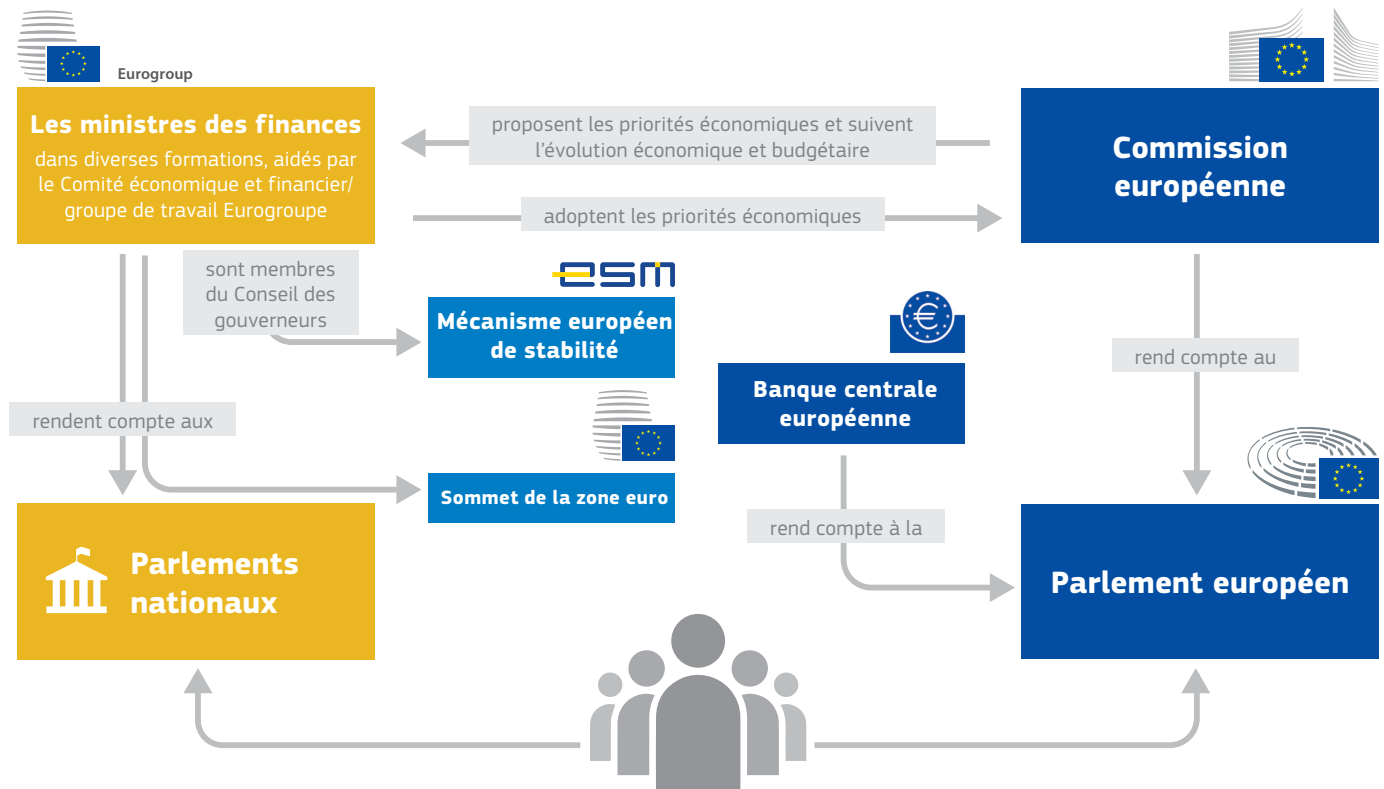
Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, discours sur l'état de l'Union, 13 septembre 2017

Dans le cadre de sa feuille de route pour l'approfondissement de l'Union économique et monétaire européenne, la Commission expose la manière dont un futur ministre européen de l'économie et des finances pourrait jouer un rôle dans l'architecture de gouvernance de l'Union européenne et la zone euro. Plus précisément, la communication décrit en détail les fonctions essentielles qui pourraient être confiées à un ministre européen de l'économie et des finances, définit le cadre institutionnel dans lequel il opérerait et présente un calendrier envisageable pour la création de ce nouveau poste. La «double casquette» envisagée dans la communication – le ministre européen de l'économie et des finances serait dans le même temps membre de la Commission et président de l'Eurogroupe – est **déjà permise dans le cadre des traités existants**².



² L'article 2 du protocole n° 14 sur l'Eurogroupe, annexé aux traités, dispose que «[l]es ministres des États membres dont la monnaie est l'euro élisent un président pour deux ans et demi, à la majorité de ces États membres.»

Complexité de la gouvernance actuelle de l'Union économique et monétaire



Rôle d'un ministre européen de l'économie et des finances

- **Poursuivre les intérêts généraux de l'économie de l'Union et de la zone euro et représenter ces intérêts sur la scène internationale:** le ministre œuvrerait pour contribuer à promouvoir l'intérêt général de l'économie de l'Union et de la zone euro, tant au niveau interne que sur la scène internationale. Il serait un interlocuteur de premier plan au niveau de l'Union dans les domaines des politiques économiques, budgétaires et financières pour les institutions et organes de l'Union, les États, les partenaires sociaux et le grand public. Le ministre assumerait aussi la fonction de représentation de l'euro sur la scène mondiale.
- Renforcer la coordination des politiques et surveiller les règles économiques, budgétaires et financières: le ministre pourrait contribuer à renforcer davantage la coordination des politiques économiques et garantir la cohérence entre les différents domaines d'action, sur la base des travaux déjà accomplis conjointement par la Commission et les États membres. Opérant en étroite concertation avec les autorités nationales au niveau bilatéral et multilatéral, et avec le Parlement européen, le ministre pourrait promouvoir la coordination et la mise en œuvre des réformes dans les États membres.
- Se prononcer en faveur de la politique budgétaire adaptée pour la zone euro: le ministre pourrait être utile dans la conception d'une politique budgétaire adéquate pour la zone euro dans son ensemble et dans la poursuite de celle-ci. En tant que membre de la Commission, il coordonnerait la surveillance des politiques budgétaires des États membres, garantirait la viabilité budgétaire et appliquerait le pacte de stabilité et de croissance en suivant l'interprétation économique prévue par les règles.
- Surveiller le recours aux instruments budgétaires pertinents de l'Union et de la zone euro: les actions bénéficiant du soutien du budget de l'Union sont complétées par un certain nombre d'organes et d'outils européens et de la zone euro, tels que la Banque européenne d'investissement et le Mécanisme européen de stabilité. Le ministre coordonnerait l'utilisation des instruments budgétaires de l'Union et de la zone euro et permettrait d'en optimiser l'incidence au bénéfice des priorités communes.
- Le ministre n'empiéterait pas sur les compétences nationales ou sur les questions qu'il est préférable de traiter à l'échelon national.

Cadre institutionnel pour un ministre européen de l'économie et des finances

En combinant des fonctions existantes et une expérience disponible au niveau de l'Union, le ministre contribuerait à créer des synergies et, par conséquent, à rendre plus efficace et cohérent le cadre de gouvernance de l'Union.

- ▶ **Vice-président de la Commission:** un vice-président de la Commission pourrait prendre à sa charge la fonction de ministre européen de l'économie et des finances, ce qui permettrait l'émergence d'un représentant unique et bénéficiant d'un mandat clair pour défendre les intérêts économiques et budgétaires de l'ensemble de l'Union et de la zone euro.
- ▶ **Présidence de l'Eurogroupe:** l'Eurogroupe pourrait convenir d'élire le ministre comme président pour toute la durée du mandat de la Commission, ce que permettent déjà les traités en vigueur.
- ▶ **Présidence du conseil du Fonds monétaire européen:** le président de l'Eurogroupe préside actuellement le conseil des gouverneurs du Mécanisme européen de stabilité. En tant que président de l'Eurogroupe, le ministre présiderait également à l'avenir le conseil des gouverneurs du Fonds monétaire européen.
- ▶ **Responsabilité devant le Parlement européen:** le ministre, en tant que membre de la Commission, serait responsable devant le Parlement européen pour toutes les questions relatives à ses fonctions et serait également disponible pour engager des dialogues avec les parlements nationaux.

Prochaines étapes

La communication se tourne vers l'avenir et décrit comment un ministre européen pourrait conjuguer certaines fonctions existantes en vue de renforcer la cohérence et l'efficacité globales de l'élaboration des politiques économiques de l'Union.

Le rôle de ministre en tant que vice-président de la Commission pourrait être attribué dans le cadre de la désignation de la prochaine Commission, à compter de novembre 2019.

L'Eurogroupe pourrait décider de désigner le ministre à sa présidence pour deux mandats consécutifs, acceptant donc d'aligner ainsi son mandat sur celui de la Commission.

